

Groupe de la Banque Africaine de Développement



**La crise mondiale et ses implications pour les pays émergents et
en voie de développement**

Club de Paris

Table ronde n°3

Nouveaux défis de financement dans les pays à faible revenu

Donald KABERUKA

Président – Groupe de la Banque Africaine de Développement

Paris, 25 Juin 2009

Mesdames et Messieurs

1. Permettez-moi, tout d'abord, d'exprimer ma gratitude pour cette invitation à la réunion du Club de Paris sur la crise mondiale et ses implications pour les pays en voie de développement.
2. Au début de la crise, l'idée d'un découplage entre les économies nanties et celles des pays à faible revenu était souvent avancée mais s'est avérée très rapidement prématurée. La Banque africaine de développement était consciente que cette crise toucherait tôt ou tard l'économie réelle de nos pays. La question était de savoir à quel moment et quelle en serait la profondeur. Il s'avère aujourd'hui que la crise économique s'est malheureusement manifestée dans plusieurs pays d'Afrique plus tôt que prévu et que son impact est assez profond dans certaines régions.
3. Il est vrai que dans un premier temps, au moment où la crise financière touchait de plein fouet les économies développées, les pays à faible revenu ont généralement bénéficié de la baisse du cours du pétrole et des denrées alimentaires. Cette baisse a permis pendant un certain temps de relâcher la pression qui pesait sur les comptes courants et le budget des ménages des pays fortement dépendants des importations en produits agricoles et parallèlement, la chute brutale des cours du pétrole bénéficie aux pays importateurs de pétrole. En outre, l'état embryonnaire du secteur financier, combiné au rôle prépondérant joué par les échanges agricoles sous-régionaux ont permis de protéger les pays à faible revenu des premiers impacts de la crise. Signalons

au passage que même si les cours des denrées alimentaires ont baissé, ils restent jusqu'à ce jour, historiquement assez élevés.

4. A l'heure actuelle, les performances économiques d'un grand nombre de pays africains à faible revenu demeurent mixtes. L'Afrique Sub-Saharienne affichera, en moyenne, un taux de croissance de moins de 3 pour cent. Ceci dit, une dizaine de pays éligibles au FAD devraient afficher une croissance supérieure à 5 pour cent en 2009. Une autre dizaine de pays va probablement enregistrer une croissance économique supérieure à la poussée démographique estimée à 2-3 pour cent. Mais en même temps, vingt-six pays devraient subir une contraction assez inquiétante de leurs revenus par habitant en 2009, causée soit par la forte dépendance vis-à-vis de l'activité économique d'un pays voisin jouant le rôle de moteur sous-régional de croissance (A titre d'exemple, l'entrée en récession de l'Afrique du Sud a eu un impact fort sur les recettes fiscales et les transferts de fonds des migrants du Lesotho et de la Namibie), soit par la structure des exportations, celle des flux financiers ou une capacité de réaction interne assez limitée.

5. En effet, trois mécanismes expliquent l'hétérogénéité de l'impact sur les économies de ces pays en question. Je les cite : dans un premier lieu, l'importance du commerce extérieur au sein des économies, l'impact se répercutant au travers du volume et de la valeur des flux commerciaux. Dans un second lieu, le volume des flux financiers, l'impact se transmettant au travers de l'aide publique au développement, des investissements directs étrangers et des transferts de fonds des migrants. Enfin, la capacité de

réaction incluant les fondamentaux macro-économiques avant la crise, le niveau des réserves, l'espace fiscal et les vulnérabilités institutionnelles préexistantes.

6. De façon prévisible, la balance commerciale de la plupart des pays exportateurs en ressources naturelles telles que le pétrole et les produits miniers s'est fortement dégradée avec la chute du cours. Au Nigeria, par exemple, les recettes publiques constituées à 80 pour cent par les recettes du pétrole, avaient déjà baissé de 25 pour cent au début de 2009 par rapport aux niveaux de 2008.
7. Les flux de capitaux à destination de certains pays ont également été sérieusement touchés surtout pour les grands projets d'infrastructures et les investissements dans le secteur des mines. Les exemples dans ce sens sont nombreux. En Guinée, en République Démocratique du Congo et en Zambie, des investissements dans le secteur minier ont été reportés.
8. La baisse des flux d'investissements, la chute des exportations, l'affaiblissement des transferts des migrants ont fortement pesé sur les réserves de change de nombreux pays tels que le Malawi ou la République Démocratique du Congo qui disposent désormais de moyens assez limités.
9. Le tourisme qui a été un important moteur de croissance pour certains pays africains tels que le Maroc, la Tanzanie ou le Kenya est fortement touché. Bref, même les secteurs manufacturiers, tels que le textile à Madagascar, ou le secteur de la construction connaissent des difficultés. Le risque principal, à l'heure actuelle,

est que cette crise de l'économie réelle ne se convertisse, au travers des effets de second tour, en une crise bancaire au travers de l'affaiblissement du secteur privé dépendant de la demande extérieure, et au travers de l'accroissement des difficultés du portefeuille.

10. La deuxième grande question concerne, la durée de cette crise, toujours inconnue et le fait que l'ampleur de son impact sur les économies africaines n'est peut-être pas encore entièrement visible.
11. Avec quelques exceptions, la capacité des pays à faible revenu à faire face à une crise prolongée reste très limitée. Leur marge de manœuvre budgétaire et leurs réserves de change restent généralement faible, contraignant ainsi la mise en œuvre de plans de sauvetage.
12. Au Libéria, la révision complète du Code des impôts a abouti à une baisse de 10 pour cent de l'impôt sur les sociétés et sur le revenu dans le but de stimuler l'activité du secteur privé. Des pays tels que le Rwanda, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie ou l'Ethiopie, ont récemment annoncé des augmentations budgétaires très importantes qui visent à accroître les dépenses dans des secteurs clé tels que l'infrastructure, l'agriculture, l'énergie, l'éducation ou la santé. Au Kenya, le gouvernement a lancé un bon pour le développement d'infrastructures s'élevant à 232,6 millions de dollars EU dont la sursouscription témoigne de l'existence d'une importante capacité d'épargne domestique inexploitée, élément d'ailleurs observé dans d'autres régions du continent.

13. Cette crise a accentué les écarts déjà colossaux entre l'investissement et l'épargne. Selon les estimations de la Banque, pour revenir aux taux de croissance d'avant la crise et combler le déficit entre l'investissement et l'épargne, les pays à faible revenu en Afrique devront mobiliser des ressources de l'ordre de 27 milliards de dollars EU. Pour atteindre le taux de croissance de 7 pour cent jugé nécessaire pour réaliser les OMD, il faudrait des ressources additionnelles de 51 milliards de dollars EU.
14. Malgré cette lecture assez sombre, nous restons cependant optimistes sur le futur de ces pays. Les acquis des réformes et les fondamentaux à la reprise de la croissance sont toujours en place. C'est la raison pour laquelle nous insistons sur l'aspect impératif de répondre à la crise mais en restant focalisé sur le long terme. Pour ce faire plusieurs états africains auront visiblement besoin du soutien ferme de leurs partenaires au développement à la fois pour combler les difficultés dues à la crise et en même temps poursuivre leurs objectifs à long terme. C'est pourquoi je salue la volonté affichée des dirigeants Africains qui se sont engagés à poursuivre les réformes économiques et à éviter que le climat des affaires et le développement des infrastructures souffrent pendant cette crise.
15. Lors de la dernière réunion du G20 à Londres, les pays membres ont convenu d'un certain nombre de mesures pour non seulement relancer l'économie mondiale mais aussi celles des pays à faible revenu. La Banque africaine de développement s'est félicitée de l'accroissement des ressources du FMI, dans la mesure où ces ressources permettront d'accroître la liquidité mondiale et de soutenir la balance des paiements. Afin de soutenir spécifiquement

les pays à faible revenu, le FMI a été appelé à doubler le volume de ses prêts concessionnels et a reçu l'appui des membres du G20 pour la vente exceptionnelle de ses réserves en or pour un montant de 6 milliards de dollars EU.

16. Néanmoins, ces ressources ne pourront être utilisées qu'à court terme et ne permettront pas de financer des dépenses budgétaires qui viseraient à relancer les économies des pays à faible revenu. C'est pourquoi je salue le communiqué du G20 quand celui-ci souligne le besoin de revoir le cadre de soutenabilité de la dette afin de permettre l'accès temporaire aux fonds non-concessionnels aux pays méritants.
17. Le communiqué du G20 a appelé les Banques de développement à accroître leurs interventions de façon significative sur trois ans et ceci en complémentarité avec le FMI. Pour ce faire les membres du G20 ont indiqué leur volonté d'étudier les possibilités d'augmentation du capital des Banques multilatérales de développement si cela s'avérait nécessaire.
18. En conformité avec cette démarche et afin de soutenir les pays membres du FAD, la Banque africaine de développement a développé plusieurs axes de réponse.
19. Premièrement un accès accéléré et anticipé des ressources du FAD. Depuis le début de la crise, les demandes pour l'accès aux ressources du FAD sont en pleine croissance. Quinze mois après l'ouverture du FAD-XI, 5 milliards de dollars EU ont été engagés, soit 55 pour cent de l'enveloppe totale du FAD. Pour faire face à

cette demande croissante la Banque africaine de développement engage donc les ressources du FAD de façon anticipée. Ainsi nous estimons que 80 pour cent des ressources disponibles du FAD auront été engagées d'ici fin 2009. La mise en œuvre de procédures accélérées a conduit à atteindre un niveau record de décaissement de 4,2 milliards de dollars EU, soit un taux de 33 pour cent.

20. Il est évident qu'afin de pouvoir continuer à répondre aux demandes des pays membres du FAD dans les prochaines années, nous sommes en pourparler avec les donateurs du FAD afin d'étudier comment engager de façon anticipée les discussions sur la reconstitution de ce guichet concessionnel qu'est le FAD.
21. Deuxièmement, la Banque a par ailleurs entrepris une restructuration de son portefeuille de projets afin d'identifier les opportunités et d'améliorer ainsi l'utilisation de ces fonds dans un contexte de crise. A ce jour, 725 millions de dollars EU sont potentiellement mobilisables par ce biais. Troisièmement, nous étudions d'autres propositions pour accroître la flexibilité de nos instruments telles que la révision des plafonds sur les appuis budgétaires. Quatrièmement, nous réexaminons certains types d'opérations tels que les projets enclavés et le développement d'instruments de garantie.
22. La Banque africaine de développement considère que le renforcement des économies des pays concernés en cette période de crise ne pourra se faire sans un effort plus important en faveur du secteur privé. A ce jour le volume annuel des encours de la Banque est estimé à 1,5 milliards de dollars EU pour le secteur

privé. Il est à noter que les projets initiés au niveau des pays à faible revenu constituent 42 pour cent de cet encours. Mais la Banque dispose de moyens limités. Nous entendons utiliser notre capacité financière au maximum, innover et travailler en complémentarité avec d'autres organismes. Mais il est évident que le moment est venu pour renforcer les Banques multilatérales de développement afin de leur permettre à la fois de jouer un rôle contracyclique en cette période de crise tout en continuant à financer le développement à long terme.

23. Cette crise, cela a déjà été dit, risque d'anéantir les fruits des efforts et des réformes économiques engagées depuis deux décennies au sein des pays à faible revenu en Afrique. Mais ceci n'est pas inévitable, c'est grâce à ces réformes que l'Afrique est mieux préparée qu'elle ne l'était il y a quinze ans pour faire face à une crise de cette ampleur. Je reste optimiste que si l'Afrique maintient ce cap et que si la communauté internationale, fait des choix judicieux, le continent africain est prêt à redécoller et reprendre le chemin de la croissance.

24. Je vous remercie de votre attention.